

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2012-DLP/BUPE- 246 du 12 Avril 2012

mettant en demeure la société URSA à SAINT-AVOLD de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-240 du 18 novembre 2008 relatif à la poursuite de ses activités situées sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD dans un délai imparti

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article L.514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-240 en date du 18 novembre 2008 imposant à la Société URSA à SAINT-AVOLD de disposer d'au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter l'exposition des services de secours aux effets d'un phénomène dangereux en cas d'intervention ,

VU la visite d'inspection en date du 9 novembre 2011 ;

VU le courrier du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Moselle en date du 1^{er} février 2012 relatif à son avis sur l'opportunité d'un second accès à l'établissement URSA à SAINT-AVOLD;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 4 avril 2012

Considérant que l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008 susvisé prescrit :

« Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention »

Considérant que l'inspection des installations classée a constaté lors de l'inspection du 9 novembre 2011, l'absence d'un second accès de secours pour les moyens d'intervention extérieurs sur le site d'URSA à SAINT-AVOLD ;

Considérant alors que la société URSA à SAINT-AVOLD ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2008 susvisé ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 ;

ARRÊTE

Article 1er : Champ de la mise en demeure

La société URSA à SAINT-AVOLD est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

Référence réglementaire	Disposition à respecter	Délai
4 ^{ème} alinéa de l'article 7.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-2401 du 18 novembre 2008	Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention	6 mois

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de FORBACH
Les Inspecteurs des Installations Classées ;
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de SAINT-AVOLD ou est implantée l'entreprise.

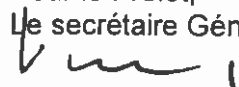
Pour copie conforme
Le Chef de Bureau




R. LANGENFELD

Fait à Metz, le 12 AVR. 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le secrétaire Général



Olivier du CRAY